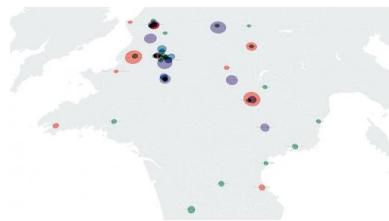


Carte : comment Amazon tisse sa toile en France

PAR DONATIEN HUET ET AMÉLIE POINSSOT
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 17 DÉCEMBRE 2021



© Carte Mediapart

Depuis 2007, année d'installation de son premier entrepôt dans le Loiret, la multinationale n'a cessé d'étendre son emprise sur le territoire hexagonal. De quatre sites en 2016, elle est passée à 40 cinq ans plus tard. Une dizaine d'autres sont en projet.

Des boîtes métalliques dans les gares pour récupérer ses colis, des entrepôts tout gris en périphérie des villes, des colis au logo à la flèche déposés un peu partout... Petit à petit, nos paysages se transforment sous l'effet de l'essor de l'e-commerce.

Et pour cause. Depuis 2007, date de l'installation de son premier entrepôt à Saran, dans le Loiret, Amazon n'a cessé d'étendre son emprise sur le territoire français. Celle-ci s'est accélérée à partir du milieu des années 2010, pour s'épanouir sous le quinquennat d'Emmanuel Macron: de quatre entrepôts en 2016, Amazon est passé à 40 sites en 2021 – sept entrepôts de stockage (où les colis sont préparés), neuf centres de tri (où les colis acheminés sont regroupés), 23 agences de livraison (où les colis sont amenés avant d'être livrés) et un entrepôt «Prime Now» (un service de livraison rapide pour une sélection de produits, à Paris) –, pour une surface totale de plus de 1,2 million de mètres carrés. Dix autres sites sont en cours de construction ou en projet.

Si ce sont les mairies, souvent séduites par la promesse des emplois générés, qui dispensent les permis de construire, ce sont les services de l'État, via les préfetures, qui délivrent les autorisations

environnementales. Le déploiement de la société états-unienne a donc été plutôt bien accueilli sur le sol français.

Selon le service de presse d'Amazon, joint par Mediapart, la tendance actuelle va vers le déploiement d'agences de livraison «pour se rapprocher des clients» et «travailler avec des TPE/PME locales pour la livraison aux particuliers». La firme, qui s'est étendue dans un premier temps sur un axe Nord-Sud, cherche désormais à «développer un axe Est-Ouest», explique-t-on. À ce stade, elle n'est pas encore parvenue à se déployer dans l'ouest de la France – d'où son intérêt pour une implantation dans **l'agglomération rouennaise**.

Deux décisions récentes, cependant, sont venues entraver les plans du géant de l'e-commerce. À Fournès (Gard), le tribunal administratif de Nîmes a **annulé**, le 9 novembre, l'autorisation environnementale délivrée deux ans plus tôt par le préfet pour la construction d'un centre de tri de 38000 mètres carrés à quelques kilomètres de l'édifice romain du pont du Gard. À Montbert (Loire-Atlantique), ce sont les élus de la communauté de communes de Grand Lieu qui **ont dit non**, fin octobre, à l'implantation d'une plateforme de 185000 mètres carrés.

Sur ces deux sites comme ailleurs en France, une large coalition d'oppositions locales s'est formée pour empêcher l'arrivée d'Amazon: des politiques et syndicalistes qui dénoncent l'évasion fiscale du groupe américain, les difficiles conditions de travail qui règnent dans les entrepôts et s'inquiètent des possibles destructions d'emplois dans les commerces physiques, des collectifs militants qui s'opposent à l'artificialisation des sols ou des riveraines et riverains qui redoutent les nuisances liées aux allées et venues des transporteurs.

Ces derniers temps, Amazon a aussi vu plusieurs autres projets d'installation compromis, comme à **Mondeville** (Calvados), **Blanquefort** (Gironde), **Chartres-de-Bretagne** (Ille-et-Vilaine), **Le Loroux-Bottereau** (Loire-Atlantique), **Dambach-la-Ville** (Bas-Rhin) et **Ensisheim** (Haut-Rhin).

Boite noire

Mediapart a échangé le 13 décembre 2021 par téléphone avec le cabinet Clai, mandaté par Amazon pour assurer la communication de l'entreprise auprès des journalistes.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Allières

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.